

Communiqué de presse

La situation de l'agriculture française est aujourd'hui extrêmement préoccupante. Cette année 2016 est l'une des pires que la France ait connu depuis 50 ans en matière de rendement céréaliers. En raison des conditions météorologiques des mois de mai et juin, la moisson est très faible, en termes de quantité, mais aussi et surtout, de qualité. Les rendements moyens nationaux, autour de 55 quintaux par hectares, sont en baisse de près de 30%.

Au-delà de la situation de détresse des agriculteurs, qui réclame un plan d'urgence, c'est toute une filière qui est gravement touchée. La perte globale engendrée dans la balance commerciale française pourrait représenter plus de 3 milliards d'euros. Dans ce contexte, les moissons futures, mais aussi la production de semences céréalières, dans laquelle la France est aujourd'hui encore leader mondial, sont menacées.

Pour ne rien arranger, les récoltes de nos grands concurrents internationaux sont abondantes, rendant les cours mondiaux historiquement bas, ce qui représente une double peine pour les agriculteurs et la filière céréalière français.

La réalité, aujourd'hui, est que beaucoup d'exploitations sont menacées de disparaître. La France agricole est en péril.

Face à cette crise, le ministre en charge de l'agriculture est davantage occupé à porter la parole d'un gouvernement aux abois qu'à prendre le taureau par les cornes. Quelle est sa réponse devant l'urgence de la situation ? : "nous prenons compte de la situation, nous proposerons un plan d'accompagnement fin août."

Alors que les semis de la récolte 2017 se préparent maintenant, que les champs doivent être travaillés, préparés en fonction des productions auxquelles ils seront consacrés, que les agriculteurs doivent anticiper pour acheter engrais et semences, le gouvernement répondra... fin août.

Quelle incompréhension et quel mépris à l'égard de ceux et celles qui permettent à la France d'être indépendante sur le plan alimentaire et, en situation normale, largement exportatrice. Pas de réponses non plus pour nos éleveurs laitiers, alors que le prix du lait est au plus bas.

Je demande au ministre de l'agriculture de mettre en place un plan d'urgence pour répondre à la détresse de nos agriculteurs, en :

- ✓ Permettant une « année blanche » par un financement couvrant les annuités bancaires de l'année et les avances aux cultures de 2017, conjugué à des dispositifs de réduction de charges fiscales et sociales,
- ✓ Déclarant les zones sinistrées en situation de catastrophe naturelle en anticipant le versement des aides PAC et en pesant efficacement à Bruxelles pour enfin simplifier celles-ci,
- ✓ Libérant les dispositifs de déduction pour aléas de ces contraintes réglementaires,
- ✓ Supprimant les contraintes agronomiques et phytosanitaires qui entravent le potentiel de production, en reconnaissant que nos terres ont besoin urgemment d'engrais et que les cultures nécessitent d'être protégées des insectes et maladies,

La situation que nous vivons témoigne une fois de plus de l'incapacité du gouvernement à répondre aux enjeux majeurs du pays. Quoi de plus important, avec la santé, la sécurité, l'éducation, que l'indépendance alimentaire d'un pays et sa balance commerciale. Les systèmes sont obsolètes, la PAC, rigide et idéologique, ne servira à rien dans ce contexte.

Je présenterai à la rentrée mon projet pour l'agriculture française. Je souhaite que nos agriculteurs aient les reins solides. Je souhaite que les exploitations agricoles, qui sont les entreprises du monde rural, renouent avec la croissance. Je souhaite qu'elles retrouvent la confiance des banques et qu'elles représentent de nouveau un projet d'avenir pour nos jeunes !

Pour que cela soit possible, je souhaite, là aussi "casser la baraque, pour la reconstruire autrement" afin que notre agriculture, quels que soient les aléas, redevienne la première agriculture européenne et redevienne forte et conquérante.